

Analyse des initiatives en langage simple à l'international

Virginie Thériault

Pour la Coalition Communic'Action

Méthodologie

32 pays ont été inclus dans l'analyse.

Environ **77** textes et sites Web ont été analysés.

2 auxiliaires de recherche ont été embauchées :
Francesca Audate et Maxime Rondeau

Apperçu

Lois	Projet de loi	Règlements/règles	Décrets	Jurisprudence	Charte	Office, institut, agence, commission	Plans d'action et stratégies	Programmes	Guides et manuels	Réseaux	Politique
7	1	2	3	2	1	6	5	3	7	3	1

Lois

7 lois mentionnant l'importance du langage clair et simple.

- Souvent en lien avec un autre sujet : l'égalité des personnes handicapées, protection du consommateur, procédures administratives, compréhension entre les communautés linguistiques, etc.
- Meilleur exemple : Public Law 111 - 274 - Plain Writing Act of 2010 (États-Unis)

Projet de loi



1 SEUL, EN IRLANDE



PROJET DE LOI 2019 SUR LE
LANGAGE CLAIR

Règlements/Règles

Texte juridique édicté par le pouvoir exécutif (Gouvernement) en vertu d'une loi habilitante. En d'autres mots, le règlement est accessoire à une loi, il ne peut exister sans elle et vise à la préciser.

2 en lien avec une loi existante :

- Angleterre : simplifier le langage utilisé lors de procédures juridiques.
- Israël : vise l'accessibilité des services ce qui a imposé l'utilisation d'un langage simple.

Décrets

Acte réglementaire ou individual faisant partie intégrante de la loi et directement applicables par les tribunaux

3 :

- Décret-loi n° 135/99 , article 16, documents de l'administration publique (Portugal)
- Décret-loi n. 97/2019, article 9-A, langage clair devant les tribunaux (Portugal)
- Décret sur l'accessibilité des technologies de l'information (Angleterre)

Jurisprudence

Principes juridiques qui se dégagent des décisions rendues par les tribunaux (pouvoir judiciaire) qui ont été appelés à interpréter une source de droit ou à créer du droit en cas de silence.

2 :

- Jugement australien Houlahan c. Australian and New Zealand Banking Group Ltd. (Australie et Nouvelle Zélande).
- Conseil constitutionnel a rendu une décision en 2002 dans laquelle il reconnaît que la clarté et l'intelligibilité du droit sont des objectifs constitutionnels qui découlent respectivement de l'article 34 de la Constitution et des articles 4, 5, 6 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. (France)

Charte

1

- Charte de l'utilisateur des services publics (Belgique)

Article 2 :

- *« L'utilisateur doit pouvoir disposer de lettres, de circulaires et de formulaires compréhensibles et précis. Les services publics s'efforceront d'adapter leurs communications à leurs interlocuteurs et éviteront tout jargon technique qui ne soit pas indispensable à la précision. »*

Office, institut, agence, commission

6

Par exemple :

- Institute for the Languages of Finland, promotion des langues, mais aussi accessibilité (Finlande)
- Office fédéral de l'accessibilité, en lien avec la loi sur l'égalité des personnes handicapées (Allemagne)

Plans d'action et stratégies

5 (3/5 visent la littératie en santé)

Par exemple :

- National Plan of Health Literacy Promotion Initiatives (Plan national d'initiatives de promotion de la littératie en matière de santé) (Chine)

Programmes

3

- Plus spécifiquement sur la littératie en santé

Par exemple :

- Programme Skilled for Health (Angleterre)

Guides et manuels

7

- Incluant différents domaines d'action : les écrits administratifs et le langage judiciaire.

Par exemple :

- « Guide linguistique du citoyen pour l'administration publique colombienne » (Colombie)

Réseaux

3

- Réseaux qui sont supportés par des instances gouvernementales seulement.

Par exemple :

- Le réseau argentin de langage clair (RALC) (Argentine)

Politique

1

- Politique de responsabilité du pouvoir exécutif envers les citoyens (Colombie)

- Voir comment le projet de loi irlandais a été mis sur pied.
- Explorer la possibilité d'un règlement en lien avec une loi existante (p. ex. la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées).
- Se pencher sur l'historique de création des instituts. Cette option semble prisée par certains pays, dont les pays scandinaves.

Pistes à
explorer

Conclusion

- Certaines options sont directement en lien avec une loi : règlements et jurisprudence.
- Un décret semble peu probable étant donné la manière dont ils sont adoptés.
- L'usage du langage clair et simple est souvent en lien avec d'autres domaines d'action : personnes handicapées, protection du consommateur, procédures administratives, procédures juridiques, etc.
- Les solutions d'ordre politique sont nombreuses, mais semblent plus diffuses (difficile à compiler).